



Génocide à Gaza, que se passe-t-il en Cisjordanie ?

12-13 avril 24

Israël et les communautés de colons exploitent l'horreur indicible de leur guerre contre les Palestiniens de Gaza pour, à son ombre, **intensifier l'occupation** : étendre les colonies, les multiplier et déchaîner leur haine contre la population palestinienne sans défense.

Ce gouvernement extrémiste de droite où les colons occupent des postes clé, soutient le **développement des milices de colons**, qu'il arme, autorise à porter l'uniforme pour en faire son fer de lance de l'occupation. Cette guerre est l'occasion que les colons attendaient pour rendre la vie intolérable aux Palestiniens, les déposséder ou les humilier jusqu'à ce qu'ils s'enfuient ou soient chassés.

La Cisjordanie est bloquée, fermée. Pratiquement toutes les villes et tous les villages voient certaines de leurs routes d'accès fermées : la plupart des portes d'entrée grillagées, ont été verrouillées par l'armée dès le 8 octobre. Avec ce système de portes et autres barrières (qui existait avant le 8 octobre mais qui a été renforcé), Un verrouillage total de la Cisjordanie peut être réalisé très rapidement. Circuler devient un cauchemar.

Environ 150 000 Palestiniens de Cisjordanie qui travaillaient en Israël n'ont plus ce droit depuis le 8 octobre. Les conséquences économiques pour les Palestiniens (mais aussi pour Israël) sont évidentes.

La récolte des olives a été bloquée. Les oliveraies jouxtant les colonies sont interdites d'accès à leurs propriétaires palestiniens. Un tiers de la récolte est resté sur les arbres, à un moment où les autres revenus ont disparu.

Dépossession, vol de terres, transfert, pogroms, tactique des avant-postes. Depuis le 7 octobre, 101 km² de terres agricoles et pâturages ont été confisqués.

Les habitants de 24 communautés ont été forcés de quitter leurs terres, leurs maisons à cause de la terreur exercée par les colons. De véritables pogroms ont lieu: les colons surgissent dans des véhicules tout terrain semant la violence.

Un avant-poste n'est souvent qu'une cabane illégale selon la loi israélienne, occupée par des colons des plus combattifs qui s'installent avec pour objectif de créer une colonie : 11 avant-postes établis depuis le 8 octobre.

Comportement mafieux des colons. Des colons armés confisquent (volent) 700 moutons à des éleveurs et leur extorquent 41 000 dollars pour la récupération de leurs troupeaux.

Assassinats commis par l'armée : des centaines de Palestiniens, principalement des jeunes et des enfants ont été tués, la plupart sans raison apparente.

« **On est dans une situation d'annexion qui ne dit pas son nom.** »

30 jours pour sauver l'UNWRA

L'UNWRA est au bord du gouffre depuis l'attaque du 7 octobre contre Israël. L'organisation est accusée de "porosité" avec les "terroristes" du Hamas par Israël qui refuse de partager ses éléments de preuves avec l'UNWRA.

L'UNWRA emploie 30000 personnes et vient en aide à 6 millions de réfugiés palestiniens en Cisjordanie, Gaza, Liban, Jordanie et Syrie. Elle est financée par la contribution volontaire des états, qui à l'heure actuelle, pour un grand nombre d'entre eux, dont les donateurs les plus importants (USA, Allemagne...) ont suspendu leur aide.

L'UNWRA a congédié une douzaine de ses employés accusés par Israël d'avoir participé à l'attaque du 7 octobre et mène une enquête.

Libérez Georges Ibrahim Abdallah !

Une vingtaine de militant.e.s de Couserans Palestine, venu.e.s de toute l'Ariège, se sont joints aux 2000 manifestant.e.s réuni.e.s samedi 06 avril à Lannemezan. De nombreux collectifs de divers coins de France se sont retrouvés au rond-point Madrigal, pour ensuite déambuler dans la joie et la bonne humeur (sans oublier la dose de rage que nécessite la lutte !) jusqu'au centre de rétention. Là, un feu d'artifice, plusieurs fumigènes et un concert de cailloux résonnant contre les grilles ont annoncé à Georges Ibrahim Abdallah, la présence de ses camarades dont de plus en plus de jeunes !

<http://www.couserans-palestine.fr/>

TSVP ==>

Imprimé par nos soins. Ne pas jeter sur la voie publique.